



## LA POSTE N'EST PAS UN SERVICE PUBLIC À GÉOMÉTRIE VARIABLE !

Quand il faut gérer une crise, protéger les personnes âgées, maintenir du lien social et aller au contact de la population, Gouvernement et Direction de La Poste redécouvrent soudain l'utilité des facteurs, des factrices et de l'ensemble des postières et postiers. Mais le reste du temps, les mêmes cassent les tournées, suppriment les emplois, ferment des bureaux, réduisent les horaires, allongent les distances, dégradent les conditions de travail et sacrifient le service public sur l'autel de la rentabilité.

**Ça suffit, cette hypocrisie doit cesser.**



Les facteurs et factrices n'ont pas attendu les déclarations du Premier Ministre pour être aux côtés de la population. Tous les jours, dans les quartiers, les villages, les immeubles, au plus près des personnes isolées, âgées ou fragiles, ils assurent une mission humaine essentielle, souvent bien au-delà de ce que la direction voudrait réduire à un simple temps de passage chronométré, ou à un service payant.

La vérité, c'est que La Poste veut l'image du service public sans en assumer les moyens. Elle veut des agents exemplaires en période de crise, mais elle supprime les effectifs, détruit le réseau d'acheminement, ferme les centres de proximité, abandonne le ferroviaire, réduit les amplitudes de traitement et remet en cause jusqu'au passage quotidien du facteur.

On ne peut pas appeler La Poste à sauver le lien social pendant les canicules, les crises sanitaires ou sociales, et en même temps organiser méthodiquement la dégradation du service public.

**La crise climatique révèle brutalement ce que la CGT FAPT dit depuis longtemps, les citoyens ont besoin d'un grand service public postal de proximité, présent partout, avec des emplois, des tournées humaines, des bureaux de plein exercice et des moyens à la hauteur des besoins.**

Or aujourd'hui, les postières et les postiers subissent la chaleur extrême, la surcharge, la désorganisation, le manque de reconnaissance, les restructurations permanentes et la dégradation de leur santé au travail.

Ce ne sont pas les agents qui manquent d'engagement. Ce sont l'État et la Direction de La Poste qui manquent de courage et de volonté politique.

**La CGT FAPT exige immédiatement :**

- l'arrêt des suppressions d'emplois et des réorganisations destructrices.
- le maintien et le développement d'un réseau postal de proximité sur tout le territoire.
- des moyens humains et financiers pour les quatre missions de service public.
- la reconnaissance réelle de la pénibilité, notamment pour les facteurs et factrices exposés à la chaleur, aux charges et aux risques quotidiens.
- des mesures immédiates de protection de la santé des personnels face aux épisodes climatiques extrêmes et des mesures à long terme sur le parc immobilier
- l'abandon de la logique purement financière qui détruit le service rendu à la population.

**La Poste doit choisir : service public ou machine à rentabilité.**

Pour la CGT FAPT, il n'y a pas d'ambiguïté. Nous défendrons La Poste comme bien commun, au service de la population, avec des personnels respectés, protégés et en nombre suffisant.

Bon nombre de postiers ont également fait ce choix. Depuis quelques mois, les mobilisations des postières et postiers se multiplient, partout sur le territoire. A chaque fois, un point commun, ne plus subir les effets dévastateurs sur leurs conditions de travail et de vie des choix stratégiques de La Poste, mais bien défendre et proposer un service public postal.

**Ensemble, les postières et les postiers peuvent inverser cette logique de rentabilité à tout prix.**



**Alors avec nos collègues et les syndiqués de la CGT FAPT, élargissons la mobilisation, organisons des débats publics avec la population et les élus, et envoyons un message fort à la Direction et au Gouvernement.**

